

Déclaration de M. Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP par intérim, dans "Le Parisien" du 15 janvier 2009, sur sa nomination à la direction de l'UMP et sur le travail accompli au ministère du travail, notamment sur le service minimum.

Remaniement ministériel le 15 janvier 2009

Site d'origine : <http://www.u-m-p.org>, le 15 janvier 2009

Quel est votre état d'esprit en quittant le gouvernement ?

On ne quitte pas des fonctions ministérielles l'esprit léger. En cinq ans, j'ai le sentiment d'avoir fait bouger les choses. Il reste des dossiers à finaliser comme le travail dominical ou la pénibilité. C'est ce que je poursuivrai à l'Assemblée aussi bien qu'à la tête de l'UMP.

Avez-vous hésité ?

Non. Il ne faut jamais être installé dans des fonctions et il faut bien commencer un jour à être ancien ministre.

Quelles sont vos ambitions pour l'UMP ?

Il faut une nouvelle étape. Notre défi est d'en faire un des partis les plus modernes d'Europe et de jouer collectif.

Cela veut dire que le secrétaire général aura moins de pouvoir ?

Imaginer qu'on veuille organiser autour de moi des contre-pouvoirs ou des résistances, c'est du fantasme. Je sais ce que le président de la République souhaite. J'entends déjà que l'UMP serait une mission impossible. Les mêmes le disaient déjà sur le tabac ou les régimes spéciaux de retraite... Plus on me dit cela, plus je suis déterminé.

CGT et CFDT vous gardent une certaine rancœur pour vos passages en force sur certains dossiers. Les comprenez-vous ?

Le social est au confluent de différentes légitimités. Je respecte la légitimité syndicale, mais il y a aussi la légitimité politique. Qu'on ne nous reproche pas de mettre en oeuvre nos engagements. Personne n'a été pris par surprise et cela n'a pas signé la fin du dialogue social. En France, tout désaccord devient un drame. J'en ai reparlé cette semaine avec François Chérèque. « Quelles que soient ses fonctions, Hortefeux sait réussir »

Justement, il dit que ces réformes ne sont pas appropriées en temps de crise ?

Au contraire : quand la reprise sera là, elles seront opérationnelles.

La réforme du service minimum chère à Nicolas Sarkozy tient-elle ses promesses ?

Sans le service minimum, le trafic à Saint-Lazare serait bloqué depuis un mois. Une grève due à l'émotion après une agression ne peut être évitée par personne. En 2008, grâce à cette réforme, le nombre des préavis à la RATP est passé de 120 par an à 30. A la SNCF, un préavis sur deux n'a occasionné aucune perturbation et les préavis ont diminué de 30 %.

url : <http://discours-publics.vie-publique.fr/cdp/html/093000123.html>

Des syndicats se mobilisent contre l'arrivée de Brice Hortefeux...

C'est l'agitation de quelques-uns. Quelles que soient ses fonctions, Hortefeux sait réussir.

En ces temps de crise, êtes-vous choqué que des entreprises redistribuent des dividendes après avoir empêché les aides de l'Etat ?

Oui ! Il faut un capitalisme éthique. Si certains ne le comprennent pas, l'Etat agira. Je crois beaucoup à la vertu législative... C'est comme pour la rémunération des dirigeants : Laurence Parisot a pris des positions courageuses. C'est bien, mais l'application dans chaque entreprise, c'est mieux ! On ne peut pas, dans une crise financière qui a failli tout emporter en deux jours, recommencer comme avant.

Vous faudra-t il parler plus fort à l'UMP ?

Comme ministre, je n'ai pas le sentiment d'avoir été ni muet ni bridé en quoi que ce soit. Je ne quitte pas le ministère du Travail pour aller récupérer le ministère de la parole mais être dans l'action.

Source <http://www.u-m-p.org>, le 15 janvier 2009